

Face à l'humiliation, Agir et se Révolter !

Le gouvernement et la Direction générale veulent imposer leur plan de déstructuration de la DGFIP. Mais depuis plusieurs mois, les actions des agent.es et le soutien de nombreux élus locaux et d'une partie de la population fragilisent ce projet. Plus que jamais, il est nécessaire, légitime et urgent d'agir pour en finir et imposer d'autres choix pour le service public et ses agent.es.



Où et comment travailleras-tu demain?

Agent.e des finances publiques, donc fonctionnaire d'État, tu es concerné.e à plusieurs titres par les projets gouvernementaux :

- la rigueur budgétaire plombe le pouvoir d'achat, freine le déroulé de carrière, provoque des suppressions d'emplois et pèse sur les conditions morales et matérielles de travail,
- la loi sur la transformation de la fonction publique réduit le champ de compétences des instances utiles au quotidien (notamment les CAP), organise la flexibilité et crée une fonction publique à double vitesse avec le recrutement de contractuel.les,
- le projet du ministère porté par la direction générale relatif au réseau de proximité vise à réduire brutalement le nombre de services de la DGFIP et à instaurer un service public « low cost » basé principalement sur des « points de contacts » généralistes...

Quel que soit le service dans lequel tu travailles, tu es ou

tu seras concerné.e par la mise en œuvre concrète de ces projets qui ont et auront un impact sur tes conditions de travail et tes conditions de vie.

Si ton service est supprimé et ta mission déplacée, seras-tu amené.e à travailler encore plus loin de chez toi ?

Dans quelles conditions financières ?

Sur quelles modalités de gestion ?

Avec quelle garantie pour l'avenir ?

Quelle formation prévue ?

Quelle mise en œuvre d'une éventuelle forme de télétravail ou de travail à distance ?

Dans quelles conditions assureras-tu le service public ?

Pour quelle évolution de carrière ?

Avec quelles conséquences personnelles ?

Ces questions, non seulement les pouvoirs publics n'y répondent pas mais pire, elles semblent manifester en dehors de leurs priorités, de leur champ de pensée.

A ces choix punitifs et humiliants, Nous répondons NON, trois fois NON

Pour que les agent.es puissent enfin exercer un service public de qualité, il faut :

- **une véritable reconnaissance de la nécessité et de l'utilité du service public, du rôle et du statut de fonctionnaire,**
- **retrouver le sens des missions de la DGFIP et consolider son périmètre de missions,**
- **un service public technicien et de proximité, ce qui suppose de maintenir et de renforcer les services de la DGFIP pérennes assurant une véritable couverture territoriale,**
- **des moyens humains, budgétaires, juridiques et matériels à la hauteur,**
- **une formation initiale et continue à la hauteur des enjeux,**
- **des droits et des garanties pour les agent.es afin qu'ils ne soient pas taillables et corvéables, ce qui suppose des règles de gestion claires et équitables, un système de formation initiale et continue efficace, un soutien technique, un autre mode de management,**
- **une rémunération elle aussi claire et équitable et non individualisée, des perspectives de déroulé de carrière, une revalorisation de la valeur du point d'indice et du régime indemnitaire...**

**Contre «leur» plan, pour les droits des agent.es et les missions des finances publiques, participez massivement aux actions nationales de l'intersyndicale DGFIP :
EXPRIMEZ VOUS À L'OCCASION DE LA VOTATION NATIONALE,
SOYEZ MASSIVEMENT EN GRÈVE LE 14 NOVEMBRE
ET À LA MANIFESTATION NATIONALE À PARIS !**